

Solidarité sociale : une nouvelle donne en cinq idées fortes

Viellissement, numérique, progrès, travail, transformation sociale : ces cinq termes-clés portent certaines des évolutions majeures du contexte de la solidarité sociale de demain. Petit tour d'horizon subjectif, sans autre prétention que d'initier la réflexion et de lancer le débat.

C'est une vieille dame, rides harmonieuses et lunettes de rigueur, mais avec des cheveux verts qui volent au vent. De profil, regardant sans doute l'avenir, cette représentante du 4^e âge aux airs de magicienne punk est l'image de couverture d'un rapport cosigné au premier trimestre 2016 par La Fonda, « fabrique » d'idées du monde associatif, et Futuribles International, centre de réflexion et d'études prospectives, référence dans l'exploration raisonnée de nos futurs possibles. À l'instar de son visuel de Une, le titre du document interpelle par sa dimension paradoxale : « Société vieillissante, société innovante. L'ESS au défi du vieillissement démographique ». Cette étude de près d'une centaine de pages, fruit d'un imposant chantier collaboratif de plus d'un an et demi, est symbolique de nouveaux enjeux de l'économie sociale et solidaire (ESS). Le message de l'un de ses paragraphes-clés en atteste : *« Alors que l'ESS commence à se détacher de son image d'économie supplétive, de réparation et de compensation de l'économie de la performance financière, et à s'émanciper de sa fonction de béquille d'un État social en décomposition, sa reconnaissance en tant que secteur statutaire de l'économie par la récente loi¹ est un acquis politique. Pour autant, au sein des profondes transitions (économique, écologique, numérique, démocratique, institutionnelle) que traversent nos sociétés, les acteurs de l'ESS ne peuvent jouer leur rôle pionnier que s'ils parviennent à devenir non seulement porteurs d'un nouveau discours, mais surtout promoteurs d'une nouvelle praxis de trans-*

formation sociale². » L'intérêt de cette prise de position engagée – à laquelle chacun est libre d'adhérer ou pas – est de poser l'urgente nécessité d'une projection de l'économie sociale et solidaire vers le futur proche.

Cet appel venu du monde de l'économie sociale et solidaire concerne-t-il celui de la solidarité sociale ? Oui, car même s'il ne suffit pas de relever de l'ESS pour automatiquement faire œuvre de solidarité sociale, ces deux univers se recoupent largement et partagent des problématiques identiques. La solidarité sociale, action sur le temps long inscrite au cœur d'un territoire, de l'ordre de l'inclusion, en réponse à des besoins mal ou non satisfaits, est tout autant que l'ESS indissociable du contexte de nos sociétés. Toute anticipation de son devenir – sans pour autant enfile la soutane d'un Nostradamus de café du commerce qui aurait la prétention de couvrir en quatre pages la totalité des enjeux du monde à venir – suppose un regard sur les évolutions du capitalisme, sur ce que l'on appelle la « transition numérique », sur le vieillissement, sur notre rapport au travail ou à la notion de progrès. Histoire d'agir sur le terrain en toute connaissance de cause.

1. Le vieillissement peut devenir une chance



Le rapport de La Fonda et de Futuribles présente en détail, choisies à partir d'un répertoire de 300 innovations, dix initiatives exemplaires pour permettre demain « aux organisations de l'ESS de consolider leur rôle majeur dans l'adaptation de la société au vieillissement de sa population ». Point surprenant de prime abord : l'un de ces dix textes parle bien moins des seniors que de jeunes démunis face au marché du travail. Et pour cause : dans ce projet de « mentorat inter-générationnel au service du retour à l'emploi de jeunes primo-arrivants » piloté par l'association bruxelloise Duo for a Job, les « personnes de 50 ans ou plus », pour beaucoup d'entre elles à la retraite, ne sont pas les aidés, mais les aidants. Non pas une dépense, mais une ressource.

Bien sûr, ces mentors aux cheveux blancs ne font pas partie des « 8 % des plus de 60 ans, et 20 % des plus de 80 ans² » en perte d'autonomie, donc dépendants. La richesse de leurs conseils n'en démontre pas moins la bêtise de considérer les 60 ans et plus – 15 millions en 2015 et potentiellement « 20 millions en 2030, soit plus du tiers de la population française » – comme de vulgaires coûts pour la collectivité. Car à l'instar de cette dame de 77 ans, embauchée par l'association Entraide à domicile pour concocter des plats mijotés chez des personnes pas toutes plus âgées qu'elle, l'importance que prennent les « seniors actifs » dans la société traduit une « transformation progressive et inéluctable des activités, dont les statuts sont en train de s'hybrider », ce qui « conduit à l'effacement relatif de la notion de "départ à la retraite"² ».

Dans un pays dont le tiers des résidents aurait plus de 60 printemps, la séparation purement comptable entre les salariés « actifs » et les non-salariés en théorie « inactifs » ne tient plus. Elle ne tient plus au niveau du système de protection sociale, qui « souffre d'une crise structurelle, à la fois financière, d'efficacité et de légitimité ». Elle ne tient plus sur le terrain, au regard de ce que l'on appelle en économie les « externalités positives »... C'est-à-dire de l'immense bénéfice direct ou indirect, pour les individus, les familles, les communautés et la société dans sa globalité, d'une myriade d'activités pourtant non rémunérées en salaire : l'aide à des jeunes sans travail de Duo for a Job ou de ses équivalents ; le cours de français au copain de sa petite-fille ; le coup de main du vieux voisin bricoleur d'à côté ; ou même, et surtout, les histoires d'hier et d'avant-hier racontées par l'arrière-grand-mère depuis son lit d'hôpital, etc. Or l'un des poumons du secteur privé non lucratif, en particulier dans le secteur social, est de cultiver, de valoriser, de faire fructifier ce type de richesses-là. Non monétaires et fonctionnant sur le mode de la réciprocité.

2. Le numérique suppose une « thérapie »



Les acteurs de l'ESS s'emparent peu à peu des nouvelles technologies, à l'image de l'association SOS Méditerranée, qui s'est associée avec le hacker Gaël Musquet pour améliorer le système de communication de l'Aquarius, un bateau qui navigue au large de la Libye pour tenter de sauver les migrants. Autre exemple : Emmaüs a lancé sa boutique en ligne, Label Emmaüs, une version sociale et solidaire du Bon Coin, afin de vendre une partie des objets d'occasion collectés par les compagnons d'Emmaüs. L'intégralité des revenus sera reversée aux communautés d'Emmaüs ou réinvesti dans d'autres projets de l'organisation. Mais ces deux cas ne sont pas la règle. Le rapport des acteurs de la solidarité sociale au numérique reste souvent ambigu, entre fascination et répulsion. D'un côté, les modes de financement citoyens du *crowdfunding*, la libre circulation des savoirs et la mutualisation des ressources que permet le Net les séduit ; de l'autre, ils perçoivent la technologie comme une source de déshumanisation, d'isolement d'individus reliés de façon artificielle, de chômage de masse et de course effrénée à la productivité. C'est comme s'ils avaient intériorisé les analyses sur le sujet du philosophe Bernard Stiegler : « Le numérique est un pharmakon, c'est-à-dire à la fois un poison et un remède. » Uniquement utilisées à des fins de marketing ou de profit à court terme, les technologies deviennent, selon lui, les auxiliaires de notre prolétarisation, de la lente perte de nos savoirs, savoir-faire et savoir-vivre. Car « le pharmakon s'avère fortement toxique dès lors qu'on n'en fait pas un système de soin. Que ce soit avec l'État, les entreprises, les associations ou les citoyens, il est essentiel de construire une politique du pharmakon. Nous appelons cela une thérapie³. »

Une thérapie ? On pourrait parler d'une réappropriation individuelle et surtout collective, à l'instar de Label Emmaüs. La nécessité d'une digestion, d'une intégration des outils technologiques à soi et à son environnement au-delà des modes d'emploi affleure dans les dix innovations-clés du rapport de La Fonda et Futuribles sur les défis du vieillissement – qui nous sert ici de fil directeur. L'initiative Innovill'âge, par exemple, n'est au départ qu'un « pack de produits et de services domotiques pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées » dans le Grand Guéret, communauté de communes autour de Guéret dans la Creuse, territoire rural à la population vieillissante et à l'activité économique en berne. Sauf que cette « innovation technologique hors sol » est devenue une « innovation sociale accordée aux enjeux d'un territoire ». Notamment grâce à la création d'une SCIC (société coopérative d'intérêt collectif) intégrant les entreprises concernées, le Grand Guéret, la MGEN, l'université de Limoges, la start-up d'économie sociale la Fabrique des territoires

innovants ainsi que la Fondation Caisse d'Épargne pour la solidarité, cette initiative permet non seulement la prise en charge des personnes âgées les plus démunies, mais aussi la réalisation d'enquêtes sur la réception de ces appareils et applications, et pour bientôt la création d'un ou deux « tiers-lieux », cafés et espaces de rencontres intergénérationnelles, d'accès aux services de bases, ou encore de montages de projets.

3. Le progrès est social avant d'être économique et technoscientifique



Le Progrès – avec un P majuscule – est associé aujourd'hui au progrès économique et technoscientifique, censé servir de locomotive à l'ensemble de nos sociétés. Dans son *Catéchisme positiviste* de 1852, le philosophe et précurseur de la sociologie Auguste Comte ne sépare pourtant jamais le progrès scientifique du progrès social. Comme l'explique l'un de ses meilleurs spécialistes, Dominique Lecourt, ce n'est pas pour lui la religion mais la science qui permet de réfuter l'illusion de l'individu comme atome social, c'est-à-dire isolé : nous avons « *la nécessité de vivre pour autrui, parce que l'être humain vit par autrui, disons de façon naturelle*⁴ ».

La solidarité sociale se marie pourtant mieux à un futur ouvert qu'à un avenir écrit d'avance, comme le voudrait une certaine *doxa* du Progrès. La « vérité » de la solidarité sociale, s'il y en a une, vient de la pratique locale des gens, de leurs systèmes d'entraide, de partage, d'éducation, de culture, de vie avec les anciens ou les personnes les plus vulnérables. Son labour est de l'ordre de la relation sur le temps long. Santé, protection de l'enfance ou réinsertion de grands exclus : elle prend la personne comme un tout, selon une appréhension de l'être humain plutôt « holistique ». Cette singularité-là pourrait la rapprocher d'une vision « sacrée » du monde, que le sociologue Michel Maffesoli dénomme « *sacrale* » pour en figurer la multiplicité des formes, religieuses ou païennes. Sauf qu'à l'inverse de ce « sacré », la solidarité sociale ne rejette pas « *le mythe du progrès*⁵ », mais tente d'ouvrir une troisième voie entre Progrès et refus du Progrès. Une voie pragmatique, capable de concilier, d'un côté, les règles et modes de vie des communautés, y compris les plus traditionnelles ; de l'autre côté, des principes de laïcité et les usages les plus utiles et désirables de la science et des technologies. Car si la plupart des acteurs de la solidarité ne partagent guère les visions de Google et de la Singularity University dans la Silicon Valley, pour lesquels l'application des « *technologies de l'exponentiel* » dans un capitalisme totalement dérégulé suffirait à guérir la planète de tous ses maux, ils

n'en poursuivent pas moins une certaine vision du progrès – avec un petit « p ». L'innovation sociale participe en effet d'une avancée, mais sensible. Au contraire de l'innovation technologique, elle nécessite d'être réinventée en permanence selon la réalité des usagers, de ses acteurs et de ses bénéficiaires. Ce progrès, social avant d'être économique ou technologique, s'appuie bel et bien sur des techniques avérées et solides, sur une science, ne serait-ce que du « vivre ensemble ». Mais il est modeste, car il sait l'impossibilité d'une réplique à l'identique de ses solutions partout dans le monde.

4. Le travail est à réinventer sans l'emploi



Né à Strasbourg, Activ'Action organise, en France mais aussi à l'étranger, des ateliers gratuits où les chômeurs échangent leurs expériences, leurs sentiments et leurs projets, sans être jugés. Ils reprennent confiance, deviennent eux-mêmes parfois formateurs. L'une des cofondatrices de l'association en arrive à souhaiter la disparition totale de ce mot : chômage. Ainsi ne resterait-il qu'une « *période de transition, de développement personnel et professionnel*⁶ ». Souvent à la fois bénévoles et bénéficiaires, les animateurs d'Activ'Action ne sont pas rémunérés, mais pourtant ils travaillent : dans les ateliers, ils mobilisent leurs savoirs, transmettent et acquièrent des compétences...

Obtenir un emploi reste la façon la plus opérationnelle d'être inclus socialement, ce qui justifie l'énergie d'acteurs de la solidarité sociale pour former des jeunes sans diplôme, des SDF ou des chômeurs, à l'instar d'Activ'Action... Sauf qu'à en croire les études qui se multiplient depuis trois ans, le retour au plein emploi semble improbable. Après l'université d'Oxford fin 2013 ou un rapport du Forum économique mondial de Davos sur « *le futur des emplois*⁷ », début 2016, c'est le cabinet McKinsey qui a annoncé en août 2016 que la « *bombe de l'automatisation* » pourrait en théorie supprimer 45 % des emplois aux États-Unis (sans préciser de date). Après le monde ouvrier, décimé depuis longtemps, seraient menacées les classes moyennes, sur lesquelles repose le système de protection sociale français, au modèle articulé autour du statut professionnel de chacun. Dans les secteurs de la santé, de la banque, de l'assurance, du droit, de la comptabilité, des transports, du commerce de détail, etc., la machine remplacerait « *toutes les tâches auxquelles un raisonnement logique ou un modèle statistique peuvent apporter une réponse* », résumant Frank Levy et Richard Murnane dans leur livre *Dancing with Robots*. Selon Bruno Palier, chercheur à Sciences Po, cela devrait se concrétiser en une extrême polarisation du marché du travail entre, d'un côté, une « *creative class* » mondialisée de managers et pilotes de l'automati-

sation, « *aux rémunérations très élevées* », et, d'un autre côté, des « *personnes dites "non productives", dont les emplois se concentrent dans les activités de services à la personne* ». Or ces métiers-là, aux rétributions très faibles, car considérés comme non productifs selon une logique économique clairement dépassée, sont justement au cœur de l'économie sociale et solidaire... Des associations comme Activ'Action, Entr'aide à domicile et bien d'autres chamboulent par leur pratique la notion même de productivité. Sociale, leur productivité à elles répond moins à des critères de rentabilité financière immédiate qu'aux bénéfices tangibles sur le long terme du *care*, mais aussi de l'acquisition et de la transmission de connaissances. Ce que réalisent ces acteurs, c'est la revalorisation d'un « faire » que seuls des êtres humains peuvent accomplir, donc une redéfinition du travail non plus comme emploi servant à gagner un salaire, mais comme une activité singulière à même de nous enrichir de savoirs, savoir-faire et savoir-être, nous et notre environnement. Ne faudrait-il pas dès lors, pour répondre encore plus efficacement aux effets de la « bombe de l'automatisation », concrétiser cette évolution de la notion même de travail dans nos mécanismes de solidarité institutionnelle ? Le débat est ouvert.

5. La transformation sociale est un horizon de l'action solidaire

Le rapport « Société vieillissante, société innovante. L'ESS au défi du vieillissement démographique » place en son cœur quatre scénarios des « *avenirs possibles d'une société vieillissante* ». Le premier, extrapolation jusqu'à 2020 de tendances actuelles, mais sans changement, se nomme « *La France à la dérive* ». Le deuxième, débutant comme les deux derniers en 2020, se veut noir. Il a pour titre « *Vers un nouvel ordre moral* » et marie l'autoritarisme de l'État et un repli nationaliste à une logique « ultralibérale ». Les deux autres scénarios, plus optimistes, ont pour dénominations « *La social-démocratie réinventée* » et « *La société digitale et collaborative* ». Tous deux s'appuient sur une utilisation raisonnée du numérique, orientée dans le sens de l'innovation sociale : l'un pointe vers une société de la prévention *via* une logique de « *responsabilisation* » de chacun ; le dernier, agrémente

d'un zeste d'utopie, réalise la jonction entre le monde de l'ESS et celui des *makers* et autres constructeurs d'une société se voulant collaborative. Soit une hypothèse nourrie de cette économie de la fonctionnalité, où chacun serait usager plutôt que propriétaire, mais aussi des « communaux collaboratifs », tels Wikipédia ou les communs d'hier, comme les affouages de forêts. Ces deux scénarios-là illustrent le désir de transformation sociale des acteurs de l'ESS – ou de ceux ayant participé au document. Mais ce ne sont que des pistes, traduisant le mariage d'un pragmatisme de terrain à une volonté affirmée de changer la donne de la solidarité institutionnelle, à l'échelle de la France, de l'Europe ou du monde.

Chez la plupart des acteurs de l'ESS, ce désir de transformation sociale ne s'accompagne d'aucun dogmatisme. La philanthropie, par exemple, est loin d'être rejetée, malgré les inégalités qu'elle révèle par défaut. Comme le dit Joseph Le Marchand, se présentant lui-même comme un « *conseil en philanthropie* », elle reste en effet « *un moyen de mobiliser vite et facilement des ressources importantes sur des causes encore non reconnues, non rentables ou même impopulaires, donc délicates à défendre pour des politiques, comme à une époque les soins palliatifs ou aujourd'hui l'aide aux migrants* ». Sur un registre très différent, impossible de passer sous silence l'intérêt que suscite aujourd'hui la notion de « *revenu de base* », que la Région Nouvelle-Aquitaine a décidé d'expérimenter en 2018, en y associant des élus locaux, des agents de Pôle emploi, des syndicalistes, mais aussi des chercheurs et des associations de l'ESS. Projet connexe, cherchant lui aussi à donner une vraie valeur à des activités non rémunérées par un salaire : l'expérimentation que lance en 2017 Plaine Commune, communauté de communes de Seine-Saint-Denis, avec des acteurs de la puissance publique, mais surtout des universitaires, des habitants, des entreprises ou des associations. Cette initiative a pour objectif de tester, notamment auprès de jeunes au chômage, l'élargissement du statut des intermittents, un système dit de « *revenu contributif* » ou encore une plateforme numérique d'échanges de connaissances afin de poser les bases d'une société des savoirs. Ce qui pourrait aboutir en 2030 (qui sait ?) à la « *transformation profonde des institutions sociales* » rêvée par La Fonda et Futuribles dans leur quatrième scénario... Avec « *un système d'assurance collective qui couvre tous les risques de l'existence (pauvreté, dépendance, maladie ou chômage), et auquel tous les individus doivent contribuer, que cela soit par des contributions financières (un impôt dont tous les citoyens sont redevables) ou par le temps qu'ils peuvent consacrer à des activités bénévoles ou d'entraide* ». Et l'État, accompagnant, comme garant de la bonne gestion de ce système d'assurance décapant. Serait-ce un rêve si fou ?

Ariel Kyrrou

1. Référence à la « loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ».
2. « Société vieillissante, société innovante. L'ESS au défi du vieillissement démographique », La Fonda, Futuribles International, février 2016.
3. Bernard Stiegler, *L'Emploi est mort*,

vive le travail !, Mille et une nuits/Fayard, 2015.

4. Voir la vidéo « Dominique Lecourt : la solidarité suppose-t-elle l'altruisme ? » dans solidarum.org.

5. Michel Maffesoli, *La Parole du silence*, éditions du Cerf, 2016.

6. Voir dans solidarum.org, « Activ'Action : non, le chômage n'est pas synonyme d'inactivité ».

7. Selon le rapport du World Economic Forum de début 2016, la « quatrième révolution industrielle » devrait entraîner une perte sèche de 5 millions

d'emplois salariés d'ici 2020 dans les pays les plus développés.

8. L'intervention de Bruno Palier, « Nouvelles formes du travail et de la protection des actifs », est à écouter sur le site Web de France Stratégie.



SOLIDARUM

Base de connaissances pour
l'invention sociale et solidaire

Cet article en format PDF est directement tiré de ***Visions solidaires pour demain***, revue papier annuelle dont l'objet est de réfléchir à ce qu'est, et ce que pourrait être dans le futur, la solidarité sociale. Ce fichier PDF est accessible au sein de la base de connaissances ***Solidarum***, plateforme en ligne, gratuite et évolutive, qui propose à la consultation et au téléchargement des médias vidéo, texte, son et image : des visions et reportages créés spécifiquement pour elle, en *Creative Commons*.

Solidarum et ***Visions solidaires pour demain*** sont édités par la Fondation Cognacq-Jay et réalisés par une rédaction autonome dédiée, avec l'appui d'un comité éditorial composé en majorité de personnalités extérieures à la Fondation.

www.solidarum.org